DEPARTEMENT DE L'HERAULT

REPUBLIQUE FRANCAISE

MAIRIE DE GUZARGUES 34820

Guzargues, le 31/05/2024



#### COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

Du Jeudi 3 Avril 2024 à 18 H 30

#### **Etaient présents**:

Mesdames ESTRENIS Estelle, GOGUET Ghislaine, MONTELON Virginie, SOURY Vanessa, Messieurs ANTOINE Pierre, CROSNIER Bernard, FLOURIEUSSE Hervé, GAUD Jean-Claude, LEMPEREUR Christian, MALCHIRANT Thierry, MARTIG Eric, MASTALERZ Claude, SANCEY Jean-Marc.

<u>Excusés</u>: Madame Stéphanie REBOUL, (procuration à Vanessa SOURY), BORS Olivier (procuration à Jean-Marc SANCEY)

#### 1 – Approbation du compte rendu du 14 Novembre 24

Le compte rendu du Conseil Municipal du 14 Novembre 2024 est approuvé à l'unanimité,

Voté à l'unanimité.

#### 2 – Approbation du Compte de gestion 2024 – M14

Après s'être fait présenter le budget primitif et supplémentaire de l'exercice 2024 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur Municipal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après avoir entendu et approuvé les Comptes Administratifs de l'exercice 2024 en M14,

Après s'être assuré que le Receveur a requis dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Son Président entendu, le Conseil Municipal

- 1 Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- 2 Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2024 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
  - 3 Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Et après en avoir délibéré,

Déclare que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2024 par le Receveur Municipal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part

Voté à l'unanimité.

#### 3 – Approbation du Compte Administratif 2024 : Budget M 57

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le compte administratif 2024. La Balance du Compte Administratif 2024 s'établit comme suit :

| LIBELLES M57                    | REALISES     |
|---------------------------------|--------------|
| <u>FONCTIONNEMENT</u>           |              |
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT      | 294 753,10 € |
| RECETTES DE FONCTIONNEMENT      | 311 142,59 € |
| RESULTAT FONCTIONNEMENT 2024    | 16 389,49 €  |
| Clôture 2024 avec excédent 2023 | 194 260,46 € |
| <u>INVESTISSEMENT</u>           |              |
|                                 |              |
| DEPENSES INVESTISSEMENT         | 114 326,88 € |
| RECETTES INVESTISSEMENT         | 335 325,38 € |
| RESULTAT INVESTISSEMENT 2024    | 151 650,99€  |
| Clôture 2024 avec excédent 2023 | 460 568,37 € |

Monsieur Pierre ANTOINE, Maire, quitte la salle et ne prend pas part au vote.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré approuve le Compte Administratif 2024 du Budget M 14 ainsi présenté.

Voté à l'unanimité.

#### 4 – Budget Principal M 14 – Affectation du résultat 2024

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le résultat excédentaire à la clôture de fonctionnement de l'exercice 2024 du Budget M 57 est de 194 260,46 €.

Conformément à l'instruction de la M 14 il convient d'affecter ce résultat.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide d'affecter la totalité de l'excédent 2024 de la façon suivante :

- 194 260,46 € affectés au financement des recettes de fonctionnement (article 002 du budget primitif),
- 0 € affecté au financement des recettes d'investissement

#### 5 – Budget Primitif 2025 – Budget Principal M57

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le projet de Budget Primitif 2025 qui s'équilibre en dépenses et en recettes de la façon suivante

| <b>Budget Principal</b> | Dépenses     | Recettes     |
|-------------------------|--------------|--------------|
| Fonctionnement          | 474 960,00 € | 474 960,00 € |
| Investissement          | 703 418,00 € | 703 418,00 € |

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité le projet de Budget Primitif 2024 présenté ci-dessus :

Voté à l'unanimité.

#### 6 - Vote des taux d'imposition 2025

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal l'état 1259 COM de 2024. Il propose encore pour cette année de ne pas augmenter les taux, du Foncier Non Bâti, du Foncier Bâti et de la Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires, indiqués ci-dessous.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

**DECIDE** de fixer les taux d'imposition pour 2025 comme suit :

- Taxe Foncier Bâti 34,59 %- Taxe Foncier Non Bâti 46,50 %

- Taxe d'Habitation 8,56 % (résidence secondaire)

Voté à l'unanimité.

#### 7 – Subventions aux associations

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré décide d'attribuer les subventions aux associations réparties de la façon suivante :

| Foyer socio-<br>culturel<br>Collège de<br>Clapiers | Association Le<br>Joyeux cochonnet<br>De Guzargues | Amicale<br>sapeurs-<br>pompiers | Association<br>de Chasse | Association<br>Sportive<br>Guzarguoise | CCFF    | Association<br>parents d'élèves<br>école Assas<br>Guzargues | Association "Megustaguz" | Association Des Sources du lez (Siège non situé à Guzargues) |
|--|--|---------------------------------|--------------------------|--|---------|---|--------------------------|--|
| 300,00€  | 300,00€  | 300,00€                         | 300,00€                  | 300,00 €                               | 300,00€ | 300,00 €  | 300,00 €                 | 200,00 €   |

Voté à l'unanimité.

#### 8 - Devis pour la pose de panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'Espace la Pléiade

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la transition énergétique et afin de faire des économies au niveau des dépenses énergétiques de l'espace la Pléiade, il nécessaire d'effectuer la pose de panneaux photovoltaïques.

Monsieur le Maire présente le devis de la Société Hélios, d'un montant de 13.947,54 € pour la fourniture et la pose de 26 panneaux photovoltaïques.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise Monsieur le Maire à signer le devis de la société Hélios d'un montant de 13.947,54 € HT pour la fourniture et la pose de 26 panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'Espace la Pléiade.et précise que le financement est prévu au budget 2025.

Voté à l'unanimité.

#### 9 - Devis pour la réfection du chemin du Mas des Violettes

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire d'effectuer la réhabilitation de la chaussée du Chemin des Mas Violettes qui est en partie impraticable.

Monsieur le Maire présente le devis de la société SRC, d'un montant de 16.920,00 HT pour la réfection d'une partie du chemin du Mas des Violettes en bicouche.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise Monsieur le Maire à signer le devis de la société SRC d'un montant de 16.920,00€ HT pour la réfection d'une partie du chemin du Mas des Violettes en bicouche et précise que le financement est prévu au budget 2025.

Voté à l'unanimité.

#### 10 - Devis pour la migration d'une partie de l'éclairage public en LED

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la transition énergétique et afin de faire des économies au niveau des dépenses énergétiques de l'éclairage public, il est nécessaire d'équiper une première partie des lampadaires en LED.

Monsieur le Maire présente le devis de la Coopérative d'Electricité de St Martin de Londres (CESML), d'un montant de 18.916,84 € HT pour la fourniture et la pose de 75 lampes LED.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise Monsieur le Maire à signer le devis de la CESML d'un montant 18.916,84 € HT pour la fourniture et la pose et précise que le financement est prévu au budget 2025.

Voté à l'unanimité.

#### 11 – Communauté de Communes du Grand Pic St Loup

1 – <u>Demande de fonds de concours pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur la</u> toiture de l'Espace la Pléiade

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le projet de pose de panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'Espace la Pléiade.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il souhaite effectuer une demande de fonds de concours auprès de la communauté de communes du Grand Pic St Loup.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise Monsieur le Maire à effectuer la demande de fonds de concours auprès de la communauté de Communes du Grand Pic St Loup pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'espace la Pléiade,

Voté à l'unanimité.

#### 2 - demande de fonds de concours pour les travaux de voirie 2025

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le projet travaux de voirie notamment la réfection du chemin du Mas des Violettes.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il souhaite effectuer une demande de fonds de concours auprès de la communauté de communes du Grand Pic St Loup.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, Monsieur le Maire à effectuer la demande de fonds de concours auprès de la communauté de Communes du Grand Pic St Loup pour la réfection du chemin du Mas des Violettes.

Voté à l'unanimité.

#### 3 - demande de fonds de concours pour la migration de l'éclairage public en LED

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le projet de migration de l'éclairage public en LED.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il souhaite effectuer une demande de fonds de concours auprès de la communauté de communes du Grand Pic St Loup.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise Monsieur le Maire à effectuer la demande de fonds de concours auprès de la communauté de Communes du Grand Pic St Loup pour la migration de l'éclairage public en LED.

Voté à l'unanimité.

4 - Adoption du rapport sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif et non collectif de l'année 2023

Monsieur le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par ses articles D 2224-1 à D 2224-5 de réaliser un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Après présentation de ce rapport, le Conseil Municipal adopte le rapport sur le prix et la qualité du service d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif de la commune de Guzargues.

Ce dernier sera transmis aux services préfectoraux en même temps que la présente délibération.

Voté à l'unanimité.

5 - Contrôle des aires de jeux et des équipements sportifs : convention constitutive d'un groupement de commandes publiques

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le projet de convention constitutive d'un Groupement de Commandes Publiques qui pourrait intervenir entre la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, le SIVU ECOLES de ST MARTIN MAS DE LONDRES et les Communes de ASSAS, BUZIGNARGUES, CAUSSE DE LA SELLE, CAZEVIEILLE, CLARET, COMBAILLAUX, FONTANES, GUZARGUES, LAURET, LE TRIADOU, LES MATELLES, MAS DE LONDRES, MURLES, NOTRE DAME DE LONDRES, SAINT BAUZILLE DE MONTMEL,

SAINT CLEMENT DE RIVIERE, SAINT GELY DU FESC, SAINT HILAIRE DE BEAUVOIR, SAINT JEAN DE BUEGES, SAINT JEAN DE CORNIES, SAINT JEAN DE CUCULLES, SAINT MARTIN DE LONDRES, SAINT MATHIEU DE TREVIERS, ST VINCENT DE BARBEYRARGUES, STE CROIX DE QUINTILLARGUES, SAUTEYRARGUES, TEYRAN, VACQUIERES, VAILHAUQUES, VALFLAUNES, VIOLS EN LAVAL et VIOLS LE FORT, pour le programme pluriannuel de contrôle des aires de jeux et des équipements sportifs pour une période de 4 ans (2025-2026-2027-2028), conformément à la réglementation en vigueur relative aux groupements de commandes dans le cadre de la commande publique.

Sur le fondement des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique relatifs aux groupements de commandes cette convention prévoit :

- De désigner en qualité de coordonnateur du groupement de commandes la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup,
- De donner mandat à la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup de signer, notifier et exécuter le marché à intervenir au nom de l'ensemble des membres du groupement sur la base et conformément aux besoins strictement définis par chacun,
- De reconnaître la commission d'appel d'offres de la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup compétente pour la passation et l'exécution du marché à intervenir, le délai minimum de convocation étant de cinq jours. Les services du mandataire assureront le secrétariat des séances et l'établissement des procès-verbaux.
- Que l'organe délibérant du coordonnateur autorisera le Pouvoir Adjudicateur du coordonnateur à signer le marché avec le titulaire.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

- ➤ ADOPTE le programme pluriannuel de contrôle des aires de jeux et des équipements sportifs, dont le montant annuel HT des prestations pourra varier entre un minimum de 26 040,00 € HT minimum et 38 360,00 € HT maximum pour une période de 4 ans (2025-2026-2027-2028).
- ➤ ADOPTE le projet de convention constitutive d'un Groupement de Commandes Publiques, d'une durée de 4 ans, qui pourrait intervenir entre la Communauté de communes du Grand Pic St Loup, le SIVU ECOLES de ST MARTIN MAS DE LONDRES et les Communes de ASSAS, BUZIGNARGUES, CAUSSE DE LA SELLE, CAZEVIEILLE, CLARET, COMBAILLAUX, FONTANES, GUZARGUES, LAURET, LE TRIADOU, LES MATELLES, MAS DE LONDRES, MURLES, NOTRE DAME DE LONDRES, SAINT BAUZILLE DE MONTMEL, SAINT CLEMENT DE RIVIERE, SAINT GELY DU FESC, SAINT HILAIRE DE BEAUVOIR, SAINT JEAN DE BUEGES, SAINT JEAN DE CORNIES, SAINT JEAN DE CUCULLES, SAINT MARTIN DE LONDRES, SAINT MATHIEU DE TREVIERS, ST VINCENT DE BARBEYRARGUES, STE CROIX DE QUINTILLARGUES, SAUTEYRARGUES, TEYRAN, VACQUIERES, VAILHAUQUES, VALFLAUNES, VIOLS EN LAVAL et VIOLS LE FORT, conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique relatifs aux groupements de commandes.
- ➤ HABILITE le Maire à signer la convention constitutive d'un Groupement de Commandes Publiques à intervenir ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.
- > PRECISE que le financement de ce programme sera inscrit au Budget de la Commune.

Voté à l'unanimité.

6 - convention pour la mise à disposition d'outils et de prestations dans le cadre de la mutualisation

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire de mettre en place une convention de prestations de services entre la Communauté de Communes du Pic St Loup et la Commune de Guzargues pour la mise à disposition d'outils et de prestations dans le cadre de la mutualisation

Monsieur le Maire présente la convention qui l'élève à 384,46 € pour l'année 2024.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré habilite Monsieur le Maire à signer la convention pour la mise à disposition d'outils et de prestations dans le cadre de la mutualisation entre Commune de Guzargues et Communauté de Communes du Pic St Loup.

Voté à l'unanimité.

7 - <u>Recomposition de l'organe délibérant de la communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup</u> dans la perspective du renouvellement général des conseils municipaux de 2026

#### Monsieur le Maire expose :

Le ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation a rappelé dans une circulaire parue le 17 mars 2025 les dispositions relatives à la composition des conseils communautaires/métropolitains et à la répartition du nombre de sièges entre les communes membres.

#### Principes généraux:

Tous les EPCI à fiscalité propre seront concernés par la recomposition de leur organe délibérant en 2026. Dans chaque EPCI à fiscalité propre, un arrêté préfectoral fixant le nombre et la répartition des sièges entre les communes devra être pris avant le 31 octobre 2025, quand bien même certains EPCI choisiraient de conserver, lorsque cela est possible, la répartition actuelle des sièges.

Les communes, en lien avec leur intercommunalité, sont appelées à procéder avant le 31août 2025, par accord local, à la détermination du nombre et de la répartition des sièges au sein du conseil communautaire selon les dispositions prévues à l'article L 5211-6-1 du CGCT.

Cet accord doit être adopté par la moitié des conseils municipaux regroupant les deux tiers de la population totale de l'EPCI ou par les deux tiers des conseils municipaux regroupant la moitié de la population totale de l'EPCI. Cette majorité devra également comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale des communes membres

Si aucun accord n'a été conclu avant le 31août 2025 le préfet constate la composition qui résulte du droit commun. L'arrêté préfectoral fixant le nombre et la répartition des sièges entrera en vigueur en mars 2026.

# <u>Fixation du nombre de sièges et répartition des sièges entre les communes membres de l'EPCI à fiscalité propre</u> :

Le nombre de sièges et leur répartition peuvent être fixés selon deux modalités :

- soit par application des dispositions de droit commun prévues du II a u V de l'article L 5211-6-1 du CGCT.
- soit par accord local dans les conditions prévues au 1 de l'article L 5211-6-1 du CGCT pour les communautés de communes.

#### La répartition des sièges en application du droit commun (règle du tableau)

En l'absence de tout accord local valide adopté dans les délais prévus par la loi, le conseil communautaire sera recomposé sur la base du tableau défini au III de 1'article L 5211-6-1 du CGCT.

Aussi, les éléments pris en compte pour définir la répartition des sièges en application du droit commun sont les suivantes :

- a) Les sièges correspondant à la strate démographique de la communauté sont répartis entre ses communes membres à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne en fonction de leur population municipale (en l'occurrence les chiffres de la population municipale entrés en vigueur au 1er janvier 2025 et authentifiés par le décret n° 2024-1276 du 31 décembre 2024).
- b) A l'issue de cette répartition, les communes n'ayant obtenu aucun siège se voient attribuer un siège de manière forfaitaire afin d'assurer leur représentation de l'ensemble des communes membres au sein de l'EPCI.
  - c) Aucune commune ne peut obtenir plus de la moitié des sièges au sein de l'organe délibérant.

- d) Le nombre de conseillers communautaires d'une commune ne peut être supérieur au nombre de ses conseillers municipaux.
- e) Si le nombre de sièges attribués de droit aux communes n'ayant pu recevoir de siège à la proportionnelle, représente plus de 30% des sièges répartis, un nombre de sièges supplémentaires correspondant à 10% du nombre total de sièges déjà répartis est distribué à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

#### La répartition des sièges en [onction d'un accord local

La loi n°2015-264 du 9 mars 2015 autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire, adoptée suite aux effets de la QPC du 20 juin 2014 « Commune de Salbris », permet aux communes de conclure un accord local de répartition des sièges de conseillers communautaires.

Différentes décisions du Conseil constitutionnel et Conseil d'Etat des sièges sont venues éclaircir les dispositions relatives aux accords locaux.

Le conseil constitutionnel a précisé que la répartition des sièges doit respecter un principe général de proportionnalité par rapport à la population de chaque commune membre de l'EPCI.

Aussi, au sein des communautés de communes, les accords locaux doivent respecter les critères suivants :

- Le nombre total de sièges répartis entre les communes ne peut excéder de plus de 25 % la répartition des sièges obtenue en fonction de la population (cf. tableau) à laquelle s'ajoutent les attributions forfaitaires d'un siège aux communes qui n'ont bénéficié d'aucun siège dans le cadre de la répartition proportionnelle. A noter, les 10 % de sièges supplémentaires accordés lorsque le nombre de sièges «forfaitaires » répartis excède 30% du total ne sont pas pris en compte.
- Les sièges répartis en fonction de la population municipale de chaque commune telle qu'elle est authentifiée par le plus récent décret.
- Chaque commune doit disposer d'au moins un siège.
- Aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges.
- La représentation de chaque commune au sein du conseil communautaire ne peut être supérieure ou inférieure de plus de 20% par rapport à son poids démographique dans une communauté de communes, hormis lorsque l'accord attribue deux sièges à une commune pour laquelle la répartition proportionnelle à la plus forte moyenne conduit à l'attribution d'un seul siège. Cette disposition a été précisée par le Conseil constitutionnel dans sa décision n°2015-711 DC du 5 mars 2015.
- Le respect strict de ces critères peut conduire à ce que pour un EPCI donné aucun accord local ne soit possible. Dans cette hypothèse, les communes n'ont pas à délibérer avant fin août 2025.

Monsieur le Maire explique que ce sujet a été discuté en bureau communautaire de la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup. Les solutions suivantes sont proposées :

|                                |   |   |        |  |          |                | CCG     | SPSL           |         |                  |            |                |        |                |        |                | $\neg$ |
|--------------------------------|---|---|--------|--|----------|----------------|---------|----------------|---------|------------------|------------|----------------|--------|----------------|--------|----------------|--------|
|                                |   |   |        | Répartitio   | n des si | ièges au con   | seil de | communaut      | é après | les élections    | s 2026     |                |        |                |        |                |        |
|                                |   |   |        |  |          |                |         |                |         |                  |            |                |        |                |        |                |        |
|                                |   |   |        |  |          |                |         |                |         |                  |            |                |        |                |        |                |        |
|                                |   |   |        |  |          |                |         |                | Prop    | ositions après m | unicipales | 2026           |        |                |        |                |        |
| Communes                       | Population<br>municipale du<br>1er janvier 2025 | Répartition<br>actuelle (accord<br>local) |        | Répartition de<br>droit commun<br>après<br>municipales<br>2026 |          | Accord local 1 |         | Accord local 2 |         | Accord local 3   |            | Accord local 4 |        | Accord local 5 |        | Accord local 6 |        |
| Saint-Gély-du-Fesc             | 10 530  | 11  | 16,42% | 13   | 18,84%   | 11             | 16,18%  | 11             | 16,42%  | 11               | 16,67%     | 11             | 16,92% | 11             | 17,19% | 11             | 17,46% |
| Saint-Clément-de-Rivière       | 5 140   | 5   | 7,46%  | 6  | 8,70%    | 5              | 7,35%   | 5              | 7,46%   | 5                | 7,58%      | 5              | 7,69%  | 5              | 7,81%  | 5              | 7,94%  |
| Saint-Mathieu-de-Tréviers      | 4 869   | 5   | 7,46%  | 6  | 8,70%    | 5              | 7,35%   | 5              | 7,46%   | 5                | 7,58%      | 5              | 7,69%  | 5              | 7,81%  | 5              | 7,94%  |
| Teyran                         | 4 729   | 5   | 7,46%  | 5  | 7,25%    | 5              | 7,35%   | 5              | 7,46%   | 5                | 7,58%      | 5              | 7,69%  | 5              | 7,81%  | 5              | 7,94%  |
| Saint-Martin-de-Londres        | 2 728   | 3   | 4,48%  | 3  | 4,35%    | 3              | 4,41%   | 3              | 4,48%   | 3                | 4,55%      | 3              | 4,62%  | 3              | 4,69%  | 3              | 4,76%  |
| Vailhauquès                    | 2 684   | 2   | 2,99%  | 3  | 4,35%    | 2              | 2,94%   | 2              | 2,99%   | 2                | 3,03%      | 2              | 3,08%  | 2              | 3,13%  | 2              | 3,17%  |
| Les Matelles                   | 2 068   | 2   | 2,99%  | 2  | 2,90%    | 2              | 2,94%   | 2              | 2,99%   | 2                | 3,03%      | 2              | 3,08%  | 2              | 3,13%  | 2              | 3,17%  |
| Combaillaux                    | 1 961   | 2   | 2,99%  | 2  | 2,90%    | 2              | 2,94%   | 2              | 2,99%   | 2                | 3,03%      | 2              | 3,08%  | 2              | 3,13%  | 2              | 3,17%  |
| Claret                         | 1 697   | 2   | 2,99%  | 2  | 2,90%    | 2              | 2,94%   | 2              | 2,99%   | 2                | 3,03%      | 2              | 3,08%  | 2              | 3,13%  | 1              | 1,59%  |
| Assas                          | 1 430   | 2   | 2,99%  | 1  | 1,45%    | 2              | 2,94%   | 2              | 2,99%   | 2                | 3,03%      | 2              | 3,08%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Viols-le-Fort                  | 1 223   | 2   | 2,99%  | 1  | 1,45%    | 2              | 2,94%   | 2              | 2,99%   | 2                | 3,03%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Saint-Bauzille-de-Montmel      | 1 212   | 2   | 2,99%  | 1  | 1,45%    | 2              | 2,94%   | 2              | 2,99%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Sainte-Croix-de-Quintillargues | 970   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 2              | 2,94%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Saint-Jean-de-Cornies          | 839   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Valflaunès                     | 793   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Saint-Vincent-de-Barbeyrargues | 760   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Vacquières                     | 757   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Le Triadou                     | 692   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Mas-de-Londres                 | 673   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Lauret                         | 621   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Saint-Jean-de-Cuculles         | 532   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Notre-Dame-de-Londres          | 523   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Guzargues                      | 497   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Saint-Hilaire-de-Beauvoir      | 458   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Causse-de-la-Selle             | 443   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Sauteyrargues                  | 435   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Buzignargues                   | 373   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Fontanès                       | 355   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Murles                         | 353   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Cazevieille                    | 228   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Viols-en-Laval                 | 216   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Saint-Jean-de-Buèges           | 211   | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Rouet                          | 69  | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Pégairolles-de-Buèges          | 55  | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Saint-André-de-Buèges          | 47  | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
| Ferrières-les-Verreries        | 46  | 1   | 1,49%  | 1  | 1,45%    | 1              | 1,47%   | 1              | 1,49%   | 1                | 1,52%      | 1              | 1,54%  | 1              | 1,56%  | 1              | 1,59%  |
|                                | 51 217  | 67  |        | 69   |          | 68             |         | 67             |         | 66               |            | 65             |        | 64             |        | 63             |        |

Après en avoir délibéré, Le conseil municipal décide d'approuvé la recomposition de l'organe délibérant de la communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup selon l'accord cadre local 1 décrit ci-dessus dans la perspective du renouvellement général des conseils municipaux de 2026 proposée ci-dessus.

Voté à l'unanimité.

## 12 – demande de subvention auprès du Conseil Départemental de l'Hérault pour les travaux de voirie 2025

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le projet de travaux de réfection de voirie 2025.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il souhaite effectuer une demande de subvention auprès du Conseil Départemental de l'Hérault pour la réalisation de ces travaux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré autorise Monsieur le Maire à effectuer la demande de subvention cours auprès du Conseil Départemental de l'Hérault pour les travaux de réfection de voirie de l'année 2025.

Voté à l'unanimité.

#### 13 – Achat d'un véhicule pour le CCFF Assas / Guzargues / Saint Vincent de Barbeyrargues

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, pour le bon fonctionnement du CCFF Assas / Guzargues / Saint Vincent de Barbeyrargues il est nécessaire d'effectuer l'achat d'un véhicule pour les patrouilles estivales.

Toutes les dépenses afférentes à l'achat du véhicule seront réparties entre les 3 communes en fonction de la superficie et du nombre d'habitants de chaque commue.

Toutes les dépenses seront réparties sur la base du pourcentage suivant :

- Assas : 55,53 % - Guzargues : 26,96 %

- Saint Vincent de Babeyrargues : 17,51 %

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**APPROUVE** la répartition de toutes les dépenses afférentes à l'achat du véhicule du CCFFF Assas / Guzargues / Saint Vincent de Barbeyrargues sur façon suivante :

- Assas : 55,53 % - Guzargues : 26,96 %

- Saint Vincent de Babeyrargues : 17,51 %

Voté à l'unanimité.

### 14 - Mise en œuvre des astreintes administratives en cas d'infraction aux règles d'urbanisme et fixation du barème

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

**VU** la loi n° 2019-1461 du 27 Décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 481-1 à L 481-3,

**Considérant** le nombre important de travaux effectués sur le territoire communal sans autorisation ou ne respectant pas les prescriptions imposées par l'autorisation ou bien non conforme à cette dernière,

**Considérant** l'intérêt d'inciter les pétitionnaires à respecter les dispositions prévues par le Code de l'Urbanisme et par le règlement de la Carte Communale en vigueur,

**Considérant** que les dispositions prévues par la Loi n° 2019-1461 permettront de mettre en œuvre rapidement des mesures coercitives à l'encontre des contrevenants ne respectant pas les règles du code de l'Urbanisme et de la Carte Communale,

Considérant qu'il convient que le Conseil Municipal se prononce sur le principe de la mise en œuvre des astreintes administratives conformément au tableau ci-dessous :

| Type   |   | Montan   | Délai                |  |          |
|--|---|--|----------------------|--|----------|
| d'autorisation<br>des sols   | Nature de l'infraction – compatible<br>d'INFractions utilisées par l'ense<br>judiciaires pour enregistrer une pr                | Personne<br>morale   | Personne<br>physique | imparti de<br>mise en<br>demeure<br>avant<br>astreinte |          |
| Pas de<br>formalité  | Exécution de travaux ou utilisation d<br>aux règles imposées par le Plan Loca   | 25 €/jour  | 12,50<br>€/jour      | 15 jours   |          |
| Permis de<br>démolir   | Travaux exécutés en l'absence de pe   | 25 €/jour  | 12,50<br>€/jour      | 15 jours   |          |
| acmon  | Travaux ne respectant pas les presci<br>par un Permis de démolir ou non con<br>l'autorisation accordée                          |  | 30 €/jour            | 15 €/jour  | 15 jours |
| Travaux sans création de surface de plancher exécutés en l'absence de déclaration préalable  Déclaration préalable | Si conformité<br>possible avec le<br>Plan Local<br>d'Urbanisme  | 25 €/jour  | 12,50<br>€/jour      | 15 jours   |          |
|  | de déclaration préalable  | Si non-<br>conformité avec<br>le Plan Local<br>d'Urbanisme     | 50 €/jour            | 25 €/jour  | 1 mois   |
|  | Travaux avec création de surface<br>de plancher exécutés en l'absence   | Si conformité<br>possible avec le<br>Plan Local<br>d'Urbanisme | 50 €/jour            | 25 €/jour  | 15 jours |
|  | de déclaration préalable  | Si non-<br>conformité avec<br>le Plan Local<br>d'Urbanisme     | 100 €/jour           | 50 €/jour  | 1 mois   |
|  | Travaux ne respectant pas les presci<br>par une non-opposition à déclaration<br>conformes à l'autorisation accordée             | n préalable ou non   | 100 €/jour           | 50 €/jour  | 1 mois   |
|  | Travaux exécutés en l'absence de<br>déclaration préalable en vue<br>d'aménager un ERP ou ne<br>respectant pas les prescriptions | Si conformité<br>possible avec le<br>Plan Local<br>d'Urbanisme | 150 €/jour           | 75 €/jour  | 1 mois   |
|  | imposées par l'autorisation ou non<br>conformes à la déclaration  | Si non-<br>conformité avec<br>le Plan Local<br>d'Urbanisme     | 200 €/jour           | 100 €/jour   | 2 mois   |
| Permis de  | Travaux exécutés en l'absence de<br>Permis de construire ou   | Si conformité<br>possible avec le<br>Plan Local<br>d'Urbanisme | 150 €/jour           | 75 €/jour  | 1 mois   |
| construire et<br>Permis<br>d'aménager  | d'aménager  | Si non-<br>conformité avec<br>le Plan Local<br>d'Urbanisme     | 300 €/jour           | 150 €/jour   | 2 mois   |

|  | Travaux ne respectant pas les prescriptions imposées<br>par un Permis de construire ou d'aménager ou non<br>conformes à l'autorisation accordée |            |            |        |  |
|--|---|------------|------------|--------|--|
| Travaux exécutés en l'absence de<br>Permis de construire en vue<br>d'aménager un ERP ou ne<br>respectant pas les prescriptions | Si conformité<br>possible avec le<br>Plan Local<br>d'Urbanisme  | 400 €/jour | 200 €/jour | 2 mois |  |
| imposées par l'autorisation ou non<br>conformes au Permis de construire  | Si non-<br>conformité avec<br>le Plan Local<br>d'Urbanisme  | 500 €/jour | 250 €/jour | 2 mois |  |

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**DECIDE** d'instaurer le principe de la mise en place des astreintes administratives susvisées dans la limite de 25.000 € d'infraction,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

DIT que les recettes en résultant seront inscrites à l'article correspondant du budget communal.

#### 15 – Proposition pour la création d'une ASLH (Centre Aéré)

Les communes d'Assas / Guzargues / Saint Vincent de Barbeyrargues et la société IFAC vont se regrouper afin de créer un ASLH (Centre aéré). Chaque commune financera à la hauteur du nombre d'enfants inscrits. La dépense prévisionnelle pour la commune de Guzargues est de 2.500 €.

16 – Questions diverses : possibilité de traiter les questions qui ne figurent pas à l'ordre du jour, si le Conseil Municipal le décide

RAS

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 21 H 15.

# CONSEIL MUNICIPAL COMPTE RENDU DU JEUDI 3 AVRIL 2024

| PRESENTS                     | EMARGEMENTS                    |
|------------------------------|--------------------------------|
| Monsieur Pierre ANTOINE      |                                |
| Monsieur Olivier BORS        | Procuration à Jean-Marc SANCEY |
| Monsieur Bernard CROSNIER    |                                |
| Madame Estelle ESTRENIS      |                                |
| Monsieur Hervé FLOURIEUSSE   |                                |
| Monsieur Jean-Claude GAUD    |                                |
| Madame Ghislaine GOGUET      |                                |
| Monsieur Christian LEMPEREUR |                                |
| Monsieur Thierry MALCHIRANT  |                                |
| Monsieur Eric MARTIG         |                                |
| Monsieur Claude MASTALERZ    |                                |

| Madame Virginie MONTELON  |                             |  |
|---------------------------|-----------------------------|--|
| Madame Stéphanie REBOUL   | Procuration à Vanessa SOURY |  |
| Monsieur Jean-Marc SANCEY |                             |  |
| Madame Vanessa SOURY      |                             |  |